

MANDAT

Groupe de travail sur le Règlement général sur la protection des données Mandat

Contexte/aperçu	<ul style="list-style-type: none"> Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne (UE), qui est entré en vigueur en mai 2018, vise à simplifier le cadre de réglementation du commerce international en unifiant la législation au sein de l'UE. Le RGPD remplace la directive de 1995 sur la protection des données de l'UE. Le RGPD contient également des mesures renforcées pour la protection des données et les droits des personnes concernées. Les mesures comprennent des augmentations substantielles des limites des pénalités, des changements aux exigences entourant le consentement, des changements aux exigences concernant les avis d'atteinte à la vie privée, la protection intégrée de la vie privée et, dans certains cas, l'obligation de nommer un agent de protection des données. Les droits comprennent le droit à l'oubli, la transférabilité des données et un droit d'accès amélioré. Le RGPD élargit la portée territoriale de la législation assurant la protection des renseignements personnels des résidents de l'UE même lorsque leurs renseignements sont traités à l'extérieur de l'UE. À ce titre, les organisations canadiennes peuvent être tenues de se conformer au RGPD si elles : <ul style="list-style-type: none"> ont un établissement dans l'UE; sont situées à l'extérieur de l'UE, mais qu'elles « offrent des biens ou des services » à des personnes dans l'UE ou « surveillent le comportement » de celles-ci. Ainsi, un certain nombre de questions sont soulevées concernant les dispositions, la portée, l'application et l'exécution du RGPD dans les secteurs privé et public au Canada. Par conséquent, il y a un intérêt commun à assurer une compréhension et une interprétation uniformes des responsabilités des organisations canadiennes à l'égard du RGPD.
Mandat/portée	<ul style="list-style-type: none"> L'objectif du groupe de travail est de parvenir à une compréhension uniforme du RGPD et de fournir une tribune pour la communication d'information qui sera pertinente pour les membres de toutes les administrations. Le gouvernement fédéral assure une liaison directe avec la Commission européenne (CE) sur un large éventail de questions liées au RGPD, y compris sa portée territoriale et le transfert de renseignements personnels dans le cadre du régime de l'UE. Dans ce contexte, le groupe de travail permettra de diffuser de l'information sur les activités de mobilisation de la CE et d'obtenir des commentaires des homologues provinciaux sur des questions ou des enjeux qui pourraient être soulevés auprès de la CE afin d'améliorer la compréhension globale du Canada à l'égard du RGPD. Parallèlement à ces activités de communication de renseignements, les membres du groupe de travail collaboreront à la définition des questions juridiques ou des cas d'utilisation pouvant nécessiter l'avis d'un conseiller juridique, y compris d'un conseiller juridique spécialisé dans le RGPD de l'UE. Nous nous attendons donc à ce qu'il y ait des coûts juridiques associés à la détermination des répercussions du RGPD dans les administrations canadiennes.
Responsabilités	<ul style="list-style-type: none"> Le groupe discutera des réalisations attendues et des mécanismes de communication de l'information, des coûts et des résultats d'apprentissage de cet examen.
Membres	<ul style="list-style-type: none"> À l'échelle fédérale : Charles Taillefer (ISDE) À l'échelle provinciale et territoriale : Keleigh Annau (Colombie-Britannique), Oliver Jones (Colombie-Britannique), Neil Edgington (Colombie-Britannique), Joanne Gardiner (Alberta), Katherine Olson (Alberta), Suzanne Sutherland (Alberta), Jennifer Berlin (Alberta), Ryan Warkentin (Alberta), Shamin Malmes (Alberta), Joanne Fletcher (Nouveau-Brunswick), Erin Drover (Terre-Neuve-et-Labrador), Sonja El-Gohary (Terre-Neuve-et-Labrador), Michael Reardon (Nouvelle-Écosse), Clare Dale (Ontario), Bobbi-Jo Dow-Baker (Île-du-Prince-Édouard), Kathryn Dickson (Île-du-Prince-Édouard), Sebastien

MANDAT

Beaulieu (Montréal), Jean Marcelo Guede (Montréal), Luke McWilliams (Saskatchewan), Aaron Orban (Saskatchewan), Narayan Iyer (SCT), Jennifer Schlofield (SCT), Jeff Sunstrum (Yukon), Barbara Bucknell (ISDE), Jaqueline Jones (ISDE)

Coprésidents

- Le groupe de travail sur le RGPD sera coprésidé par Keleigh Annau et Charles Taillefer.
 - Les coprésidents doivent aider le groupe à définir les objectifs et les résultats attendus, à les atteindre et à faire rapport aux coprésidents du sous-comité de la protection de la vie privée et de l'accès à l'information.
 - Les coprésidents doivent :
 - ouvrir les réunions;
 - aider le groupe à définir les objectifs et les résultats attendus, de même que le plan de travail pour les atteindre;
 - élaborer l'ordre du jour des réunions afin d'appuyer l'atteinte des objectifs;
 - rendre compte des progrès et des résultats attendus aux présidents du sous-comité de la protection de la vie privée et de l'accès à l'information.
-

Établissement de rapports

- Le groupe de travail sur le RGPD relève du sous-comité de la protection de la vie privée et de l'accès à l'information et, par le fait même, des conseils mixtes.
-

Prise de décision

- Le groupe de travail sur le RGPD fait des recommandations au sous-comité et, par le fait même, au conseil mixte, qui prendra les décisions définitives à propos des activités et du plan de travail.
 - Les décisions du groupe de travail sur le RGPD seront fondées sur une approche de principe pour faire progresser les initiatives sur une base collaborative ou bilatérale.
-

Fréquence des réunions

- Les réunions auront lieu par téléconférence toutes les deux semaines, à la demande du président.
 - Le Comité européen de la protection des données continue d'orienter cette réglementation complexe. Nous nous attendons donc à ce qu'un délai d'un an soit raisonnable pour élaborer les éléments livrables de ce groupe, les réunions devant commencer à la fin de l'été 2018.
-

Financement

- Le financement des activités du groupe de travail sur le RGPD se fera dans le cadre des dispositions et des approbations actuelles en matière de financement du conseil mixte. Un formulaire de financement doit être rempli et présenté aux conseils (par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC) avec un énoncé des travaux. Les membres des conseils et du sous-comité doivent examiner et approuver les demandes de financement.
 - Les membres seront responsables des frais de déplacement, de repas et d'hébergement encourus dans le cadre des activités du groupe de travail sur le RGPD, à moins que le financement à cette fin n'ait été approuvé par les conseils.
-